Chapitre 3

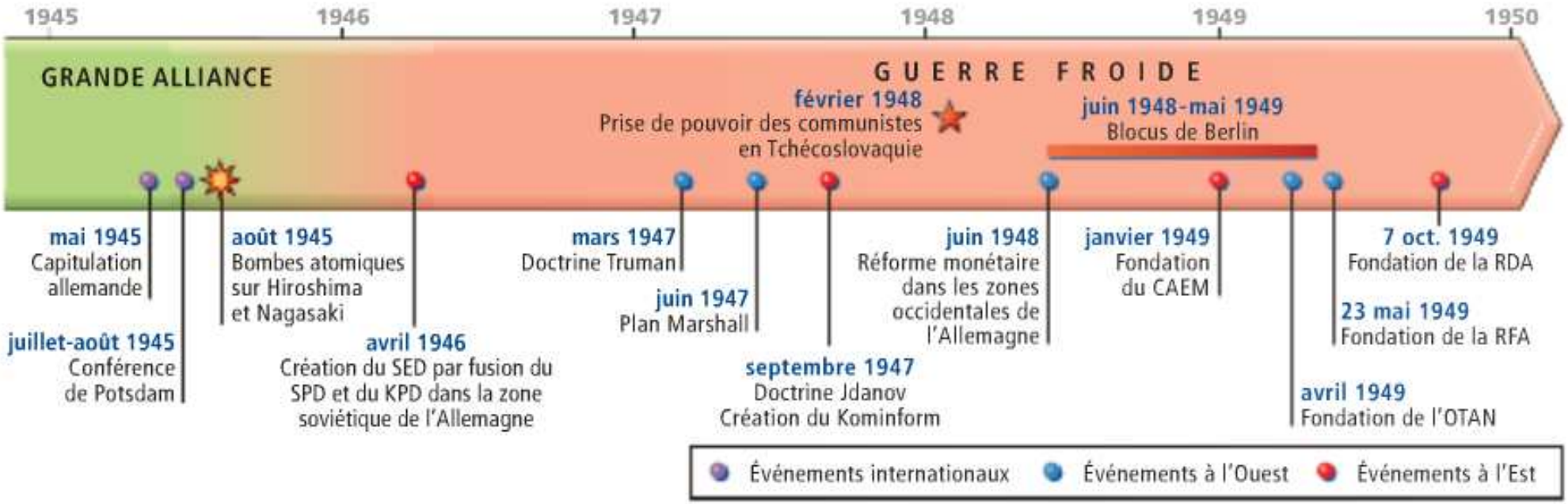
Les débuts de la guerre froide : un nouveau conflit divise l'Europe (1945-1949)

Pour les populations européennes, les décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale sont marquées par la division politique du continent.

D'un côté, les États de l'Ouest se sentent membres du « monde libre », communauté de valeurs caractérisée par la démocratie, les libertés fondamentales, l'économie de marché et guidée par les États-Unis.

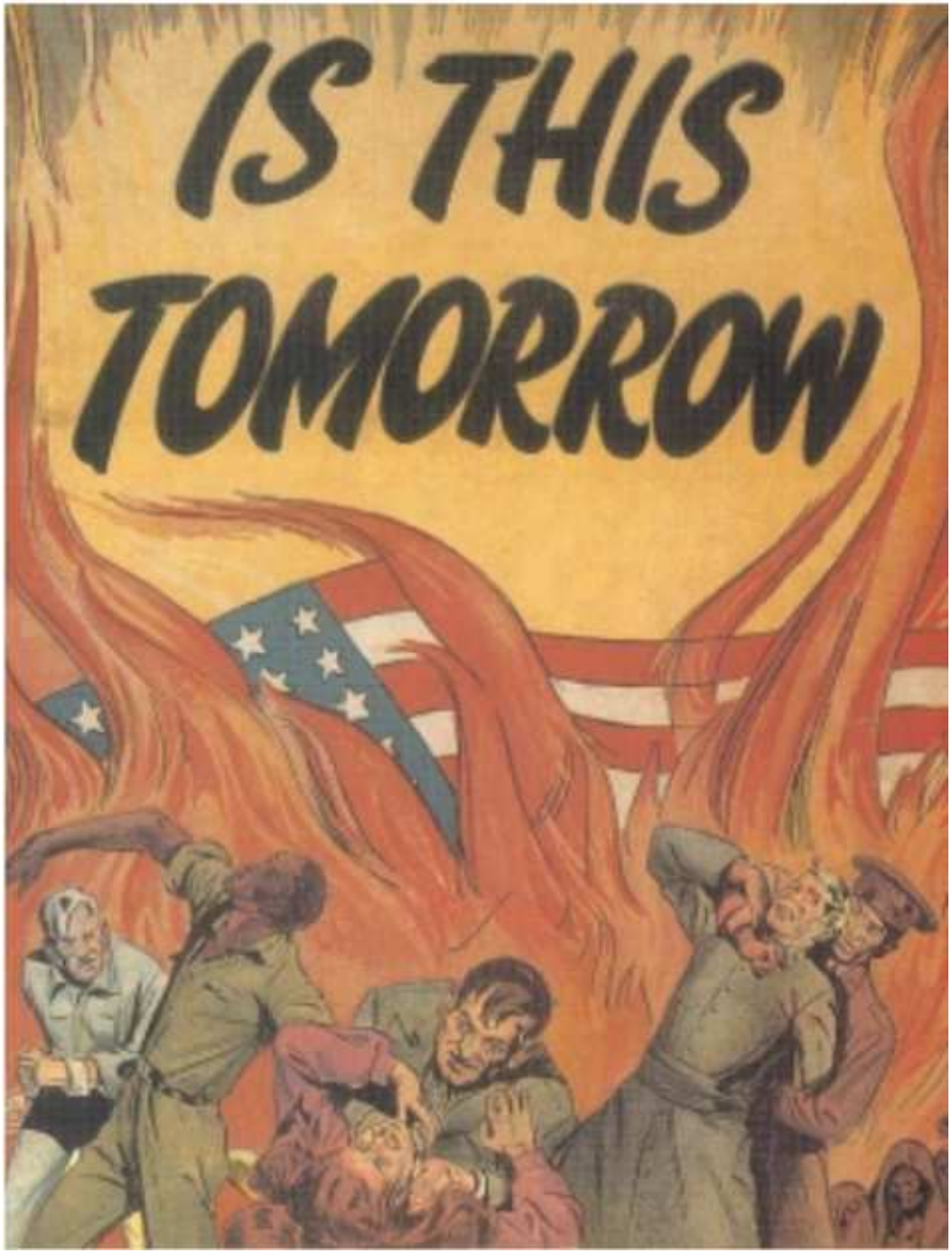
De l'autre, les États de l'Est doivent, en tant que démocraties populaires, adopter les idéaux du marxisme-léninisme. Ils sont souvent dans un rapport de subordination étroite à l'égard de l'URSS. Sur le modèle soviétique, ces États doivent réaliser l'idéal d'une société sans classes dans le cadre d'une économie planifiée, sous la direction du Parti communiste.

- Pourquoi les deux camps, unis dans la lutte contre le nazisme, sont-ils entrés dans une confrontation de plusieurs décennies ?
- Quelles sont les répercussions de la guerre froide sur la réorga-



1 Du combat commun contre l'Allemagne de Hitler…

Affiche soviétique réalisée pendant la Seconde Guerre mondiale. « Frappons ensemble ! » titre l'affiche.



2 … au conflit idéologique

Couverture d'un *comic book* (bande dessinée) américain distribué à plus de 4 millions d'exemplaires (1947).

1. L'éclatement de la Grande Alliance

Comment évoluent les relations entre l'URSS et les puissances occidentales après leur victoire commune contre l'Allemagne de Hitler ?

Une alliance d'intérêts fragile

La Grande Alliance qui lie les puissances occidentales et l'Union soviétique est une coalition d'intérêts dont l'objectif est d'écraser l'Allemagne nazie. Mais, dès la fin de la guerre, les démocraties occidentales émettent des réserves sur une coopération durable avec l'Union soviétique.

Les différences idéologiques mises à part, cette méfiance se fonde avant tout sur le souvenir du partage de la Pologne convenu entre Staline et Hitler (1939) et sur l'annexion soviétique des États baltes en 1940. De son côté, Staline soupçonne les États-Unis d'avoir sciemment affaibli l'Union soviétique en différant longtemps le débarquement allié à l'Ouest.

L'expansion soviétique en Europe centrale et orientale

Durant la dernière phase de la guerre, il apparaît clairement que l'Union soviétique n'a pas l'intention de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est pourtant un principe sur lequel insistent les puissances occidentales. Ainsi, dès l'été 1944, Staline reconnaît comme seule autorité politique en Pologne un gouvernement communiste fondé sous l'influence soviétique, le Comité polonais de libération nationale, également désigné par le nom de « Comité de Lublin ». Staline refuse le retour du gouvernement démocratique légitime exilé à Londres.

Après la fin de la guerre, les dirigeants soviétiques poursuivent sans répit l'installation de gouvernements dominés par les communistes dans les pays soumis à leur influence. La solidité des liens qui unissent les États occupés à l'Union soviétique est assurée tant par des traités d'alliances bilatéraux que par les liens étroits de nombreux partis communistes nationaux avec le PCUS. À cet effet, le « bureau d'information des partis communistes et ouvriers » (Kominform) est créé en septembre 1947 sous la direction de Moscou.

Certains États socialistes échappent cependant à la tutelle soviétique. La Yougoslavie, qui n'a jamais été occupée par l'Armée rouge, tient à son indépendance. Sous la direction du maréchal Tito qui rompt avec Moscou en 1948, elle s'efforce de trouver sa propre voie dans le socialisme, le titisme.

1

« L'Est rencontre l'Ouest »

Un soldat soviétique et un soldat américain à Torgau, sur l'Elbe, en avril 1945. L'Armée rouge et l'armée américaine ont chacune terminé leur avancée sur le territoire allemand et se rejoignent au centre de l'Allemagne.

- **Bilatéral** : qui désigne une relation entre deux États.
- **PCUS** (Parti communiste de l'Union soviétique) : parti unique de l'Union soviétique qui sert de modèle aux autres partis communistes dans les démocraties populaires et décide de leur ligne de conduite.

- **Titisme :** du nom du maréchal Tito qui dirige la Yougoslavie de 1945 à 1980 ; type de socialisme propre à la Yougoslavie, qui tolère certains éléments de l'économie de marché parallèlement au principe d'autogestion par la classe ouvrière, et qui accorde aux différents groupes ethniques du pays des droits permettant une importante autonomie.

La réponse américaine : l'endiguement

Aux États-Unis, au cours des années 1946-1947, la nécessité de contrer la politique de l'Union soviétique par une stratégie d'endiguement (« *containment* » en anglais) s'impose. Ainsi, à l'Ouest, à partir de 1947, le terme de « guerre froide » passe dans le langage courant pour qualifier les relations Est-Ouest.

En juin 1947, le secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères George Marshall, annonce un vaste programme de soutien à l'économie européenne, le plan Marshall. Sa dénomination officielle est *European Recovery Program* (ERP), qui signifie « programme de redressement européen ». Son objectif est d'assurer la stabilité politique et économique des États européens pour réduire ainsi les possibilités d'influence de Moscou. Il est ouvert à tous les États européens à l'Est comme à l'Ouest, mais il est boycotté sur ordre de Staline par les gouvernements d'Europe centrale et orientale. Lorsqu'en 1948, les puissances occidentales introduisent une nouvelle monnaie commune, le Deutsche Mark, dans leur zone d'occupation en Allemagne, l'Union soviétique répond en bloquant les voies d'accès à Berlin-Ouest, qui doit être approvisionné pendant plusieurs mois par un pont aérien.

Les mesures et contre-mesures occidentales et soviétiques se répondent donc mutuellement et accentuent la division de l'Europe.

- **Endiguement :** *containment* en anglais ; politique engagée par Truman à partir de mars 1947 afin d'empêcher les partis communistes de prendre le pouvoir dans plusieurs pays ; les instruments essentiels de cette politique étaient l'aide économique et le soutien militaire aux forces anti-communistes (par exemple en Grèce).
- **Guerre froide :** expression inventée par le journaliste américain Walter Lippmann pour désigner la tension internationale prolongée entre l'Est et l'Ouest. Elle ne va pas jusqu'au conflit armé en raison de la dissuasion nucléaire.

2 Déclaration sur l'Europe libérée

Le Premier ministre de l'Union des républiques socialistes soviétiques, le Premier ministre du Royaume-Uni et le président des États-Unis d'Amérique se sont consultés dans l'intérêt commun des peuples de leurs pays respectifs et de ceux de l'Europe libérée. Ils déclarent ensemble leur volonté commune de mettre en accord, pendant la période temporaire d'instabilité de l'Europe libérée, les politiques de leurs trois gouvernements [...]. L'établissement de l'ordre en Europe et la reconstruction de la vie économique nationale devront être réalisés par des voies qui permettront aux peuples libérés de détruire les derniers vestiges du nazisme et du fascisme et de créer des institutions démocratiques de leur choix. Tel est le principe de la charte de l'Atlantique : droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous lequel ils désirent vivre, restauration des droits souverains et de l'autonomie chez les peuples que des pays agresseurs en ont privés par la force.

Extrait du rapport de la conférence de Yalta, 3-11 février 1945.

3

Coup d'État à Prague (1948)

En février 1948, les communistes prennent le pouvoir en Tchécoslovaquie avec le soutien soviétique. C'est ce qu'on appelle le « coup de Prague ».

4 La Seconde Guerre mondiale vue par Staline (avril 1945)

Cette guerre n'est pas semblable aux guerres du passé ; quiconque occupe un territoire, lui impose aussi son propre système social. Chacun introduit son propre système aussi loin que son armée peut avancer. Il ne saurait en être autrement.

Milovan Djilas, *Conversations avec Staline*, Actes Sud, 1962.

5 Le « rideau de fer »

Dans un télégramme du 12 mai 1945, le Premier ministre britannique Churchill livre au président américain Truman son appréciation de la situation européenne.

J'ai toujours travaillé pour l'amitié avec la Russie, mais tout comme vous, j'éprouve une grande anxiété en raison de leur mauvaise interprétation des accords de Yalta, de leur attitude vis-à-vis de la Pologne, de leur écrasante influence dans les Balkans sauf en Grèce, des difficultés qu'ils font à Vienne, de la combinaison entre la puissance russe et les territoires qu'ils contrôlent ou occupent, le tout couplé à l'utilisation de la technique communiste dans de nombreux pays, et par-dessus tout, à leur capacité à maintenir déployées de très fortes armées pour une longue période. […]

Un rideau de fer est descendu devant eux. Nous ne savons pas ce qui se passe derrière. Nul doute que l'ensemble des régimes qui se trouvent à l'est d'une ligne Lübeck-Trieste-Corfou seront bientôt totalement dans leurs mains. À cela, il faut ajouter la large zone conquise, plus loin, par les armées américaines entre Eisenach et l'Elbe, qui sera je le suppose occupée dans quelques semaines par la puissance soviétique, quand les Américains s'en retireront. Toutes mesures doivent être prises par le général Eisenhower pour prévenir une autre fuite massive de la population allemande vers l'Ouest au fur et à mesure de l'avancée moscovite au centre de l'Europe. […] Une large bande de plusieurs centaines de kilomètres de territoires sous occupation russe nous isolera dès lors de la Pologne.

Télégramme de Churchill à Truman,12 mai 1945.

2. La naissance d'un ordre international bipolaire

Comment la division de l'Europe et du monde s'est-elle traduite sur le plan idéologique ?

Un nouveau rapport de forces

La Seconde Guerre mondiale a profondément modifié les rapports de forces entre les États. Pendant les premières années de l'après-guerre se dessine un nouvel ordre international. La politique internationale n'est plus organisée par le système multipolaire des puissances européennes. Désormais, les tensions bipolaires entre deux blocs, « l'Ouest » sous la direction américaine et « l'Est » dominé par les Soviétiques, rythment les relations internationales.

Sur le plan militaire, le conflit Est-Ouest se stabilise finalement avec la naissance de deux systèmes d'alliances. En 1949, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est fondée sous direction américaine. En 1955, l'Union soviétique et ses États satellites répondent en fondant le pacte de Varsovie. La détention d'armes atomiques des deux côtés (aux États-Unis depuis 1945, en Union soviétique à partir de 1949) contribue considérablement à ce que le conflit ne débouche jamais sur des combats directs entre les superpuissances.

Cependant, certains États échappent à la bipolarité. La Yougoslavie suit sa propre voie, le titisme (voir en arrière). Puis elle devient le leader du mouvement des non-alignés, auquel adhèrent de nombreux États du Tiers-Monde.

- **Non-alignement :** politique neutraliste de refus de toute intégration aux deux grands blocs. Lancée lors de la conférence de Bandung en 1955 et adoptée en 1956 par Tito, Nehru et Nasser, elle donne naissance en 1961, lors de la conférence de Belgrade, au mouvement des non-alignés.

- **Multipolaire/Bipolaire :** qualifie un monde où existent plusieurs pôles de pouvoir (système multipolaire), ou deux pôles de pouvoir (système bipolaire) et non un seul (système unipolaire).
- **OTAN** (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) : fondée en 1949 pour souder militairement le bloc occidental de part et d'autre de l'Atlantique Nord.

1

Harry S. Truman (1884-1972)

Président des États-Unis de 1945 à 1953.

2

Andrei Alexandrovitch Jdanov (1896-1948)

Membre du Comité central et du bureau politique du PCUS, il fait partie des dirigeants soviétiques et dirige le Kominform.

- **Pacte de Varsovie :** alliance politico-militaire conclue en 1955 entre l'URSS et les pays communistes d'Europe centrale et orientale à l'exception de la Yougoslavie, en réponse à l'OTAN. Dissous en 1991, il a été surtout un instrument de la domination de l'URSS sur ses « pays frères ».

D'un monde uni à un monde bipolaire

Après la guerre, le président américain Roosevelt espère, en accord avec les autres Alliés, pouvoir bâtir un ordre international pacifique sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. L'idéal de Roosevelt d'un monde uni, « *one world* », trouve son expression durable dans la fondation de l'ONU en avril 1945.

Son successeur, Truman, considère de plus en plus que la paix et la démocratie ne peuvent être garanties avec le concours de l'Union soviétique, mais seulement en résistant à celle-ci, compte tenu de l'expansion soviétique en Europe. C'est le sens de la doctrine Truman, présentée par le président en mars 1947 devant le Congrès américain. Le plan Marshall annoncé en juin 1947 fait écho à cette doctrine sur le plan économique.

L'Union soviétique répond en septembre 1947 par la « théorie des deux camps » de Jdanov, qui appelle les États alliés à Moscou à rester unis face aux « impérialistes anglo-américains ».

La bipolarité : deux visions du monde

Les divergences idéologiques entre l'Union soviétique et les démocraties occidentales existaient déjà bien avant la Seconde Guerre mondiale. Mais la doctrine Truman et la doctrine Jdanov contribuent à un raidissement du conflit idéologique. Des deux côtés, on considère de plus en plus la division du monde comme une situation durable qui résulte de la concurrence entre deux modèles de société.

Cela n'empêche pas les États-Unis comme l'Union soviétique de se référer au même idéal : la démocratie. Mais les définitions américaine et soviétique de ce terme divergent totalement. Du point de vue communiste, il s'agit d'une forme d'organisation politique au service des intérêts collectifs « du peuple », qui supprime l'inégalité sociale et qui vise à la création d'une société sans classes. Du point de vue libéral occidental, la démocratie est au contraire un ordre étatique et social qui permet à chacun de participer à la vie politique et qui protège les libertés individuelles.

▶ **Société sans classes :** objectif du communisme, la société sans classes est mise en place, selon la théorie marxiste, par une dictature provisoire du prolétariat, aboutissement de la révolution.

3 La doctrine Truman

Récemment, des régimes totalitaires ont été imposés contre leur volonté aux peuples d'un certain nombre d'États. Le gouvernement des États-Unis n'a cessé de protester contre la contrainte et les intimidations commises en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie, qui contreviennent aux accords de Yalta. […]

À l'heure actuelle de l'histoire mondiale, presque chaque nation doit choisir entre deux modes de vie alternatifs. Trop souvent, pourtant, ce choix ne se fait pas librement.

Le premier mode de vie repose sur la volonté de la majorité et il est caractérisé par des institutions libres, un gouvernement représentatif, des élections libres, des garanties assurant la liberté individuelle, la liberté de parole et de religion, et l'absence de toute oppression politique.

L'autre mode de vie repose sur la volonté d'une minorité imposée par la force à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, une presse et une radio contrôlées, sur des élections truquées et la suppression des libertés personnelles.

Je crois que la politique des États-Unis doit consister à soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou à des pressions venues de l'extérieur. Je crois que nous devons aider tous les peuples libres à déterminer eux-mêmes leur destin. Ce que j'entends par un tel soutien, c'est essentiellement une aide économique et financière qui constitue la base de la stabilité économique et d'une vie politique cohérente.

Discours du président américain Truman devant les deux chambres du Congrès américain, 12 mars 1947.

4 La doctrine Jdanov

C'est autour de la tâche consistant à assurer la paix démocratique juste que s'est opéré le ralliement de toutes les forces du camp anti-impérialiste et antifasciste. C'est sur cette base qu'a pris naissance et que s'est renforcée la coopération amicale de l'URSS avec les pays démocratiques à l'égard de tous les problèmes de politique extérieure. Ces pays, et tout d'abord les pays de la nouvelle démocratie – la Yougoslavie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Albanie, qui ont joué un rôle important dans la guerre libératrice contre le fascisme, ainsi que la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, partiellement la Finlande, qui ont rejoint le front antifasciste –, sont devenus dans l'après-guerre, de fermes combattants pour la paix, pour la démocratie, pour la liberté et l'indépendance contre toutes les tentatives menées par les États-Unis et l'Angleterre pour faire retourner leur développement en arrière et les placer de nouveau sous le joug impérialiste. […]

Déjà, pendant la Seconde Guerre mondiale, en Angleterre et aux États-Unis, l'activité des forces réactionnaires s'est accrue infailliblement, s'efforçant de briser l'action coordonnée des puissances alliées, de faire traîner la guerre en longueur, de saigner à blanc l'URSS et de sauver les agresseurs fascistes de la débâcle complète.

Le sabotage du deuxième front de la part des impérialistes anglo-saxons, Churchill en tête, reflétait nettement cette tendance […]. Mais, tant que la guerre durait, les cercles réactionnaires d'Angleterre et des États-Unis n'osaient pas intervenir ouvertement contre l'Union soviétique et les pays démocratiques, comprenant très bien que, dans tous les pays, la sympathie des masses populaires allait sans réserve à l'URSS et aux pays démocratiques.

Discours de Jdanov lors de la fondation du Kominform, 22 septembre 1947.

5

La guerre des mots

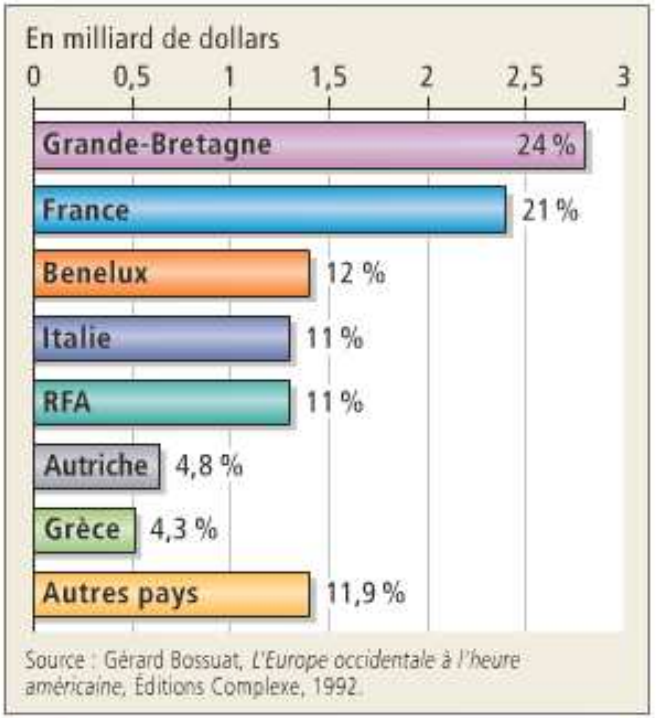
De gauche à droite, on peut lire sur les massues : fascisme, aristocratie terrienne, démocratie, bourgeois aisés, réaction, puis de l'autre côté, démocratie, coup de poignard, terreur, propagande. Caricature ouest-allemande de Mirko Szewczuk, 1947.

Dossier
Le plan Marshall

Le 5 juin 1947, le secrétaire d'État américain aux Affaires étrangères, George Marshall, propose un vaste programme d'aide à l'économie européenne. L'*European Recovery Program* (ERP) – connu sous le nom de plan Marshall – est le versant économique de la doctrine Truman.

À Washington, on espère que des pays économiquement stabilisés et liés aux États-Unis par l'aide américaine échapperont à l'emprise soviétique. C'est précisément parce qu'il craint les effets de cette stratégie que Staline interdit aux États sous contrôle soviétique de participer à ce programme.

Seuls 17 pays occidentaux profitent de l'aide américaine. Jusqu'en 1952, les exportations américaines vers l'Europe, dans le cadre du plan Marshall, s'élèvent à environ 13 milliards de dollars. La réponse socialiste au plan Marshall est la fondation en 1949 du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM).



Source : Gérard Bossuat, *L'Europe occidentale à l'heure américaine*, Éditions Complexe, 1992.

1 Les bénéficiaires de l'aide américaine (dons uniquement)

2

« Ici, aide du plan Marshall »

Le plan Marshall facilite l'intégration rapide de l'Allemagne de l'Ouest dans l'économie mondiale et contribue à organiser l'économie sociale de marché.
Le programme exige une coopération entre les pays européens qui bénéficient de cette aide et la réduction des obstacles commerciaux. En participant aux activités de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), qui a été créée pour répartir l'aide Marshall, l'Allemagne de l'Ouest redevient un acteur des relations européennes et transatlantiques.

3

Les objectifs du plan Marshall

Le 5 juin 1947, dans un discours prononcé à l'université de Harvard, Marshall présente les idées essentielles d'un programme destiné à soutenir l'économie européenne.

Notre politique n'est dirigée contre aucun pays, aucune doctrine, mais contre la famine, la pauvreté, le désespoir et le chaos. Son but doit être la renaissance d'une économie active dans le monde, afin que soient créées les conditions politiques et sociales où de libres institutions puissent exister. [...] Toute aide que ce gouvernement pourra apporter à l'avenir devrait être un remède plutôt qu'un simple palliatif. Tout gouvernement qui veut aider à la tâche de la reprise économique jouira, j'en suis sûr, de la plus entière coopération de la part du gouvernement des États-Unis. Tout gouvernement qui intrigue pour empêcher la reprise économique des autres pays ne peut espérer recevoir notre aide. De plus, les gouvernements, les partis et les groupes politiques qui cherchent à perpétuer la misère humaine pour en tirer un profit sur le plan politique ou sur les autres plans se heurteront à l'opposition des États-Unis.

4 « Hissons toutes nos couleurs ! »

Affiche pour le plan Marshall, réalisée par la Haute-Commission alliée (organe suprême des trois Alliés occidentaux en RFA), 1950.

5 L'antiaméricanisme des communistes

Affiche du Parti communiste français contre le plan Marshall, 1947.

6 La réponse soviétique au plan Marshall

Le ministre soviétique des Affaires étrangères, Molotov, fait savoir le 2 juillet 1947 aux puissances occidentales que l'Union soviétique refuse une organisation européenne qui répartirait l'aide américaine.

Il apparaît très clairement, au vu des tâches qui sont confiées à cette organisation ou au « comité d'organisation », que les pays européens se trouveraient placés sous son contrôle et perdraient leur indépendance nationale et économique, parce que cela convient à certaines grandes puissances. […] Où cela va-t-il mener ?

Aujourd'hui on pourrait faire pression sur la Pologne pour qu'elle produise plus de charbon, même au détriment d'autres secteurs de son industrie, parce que c'est dans l'intérêt de certains pays européens ; demain on dira que la Tchécoslovaquie doit augmenter sa production agricole et réduire son industrie d'équipement et on lui proposera des machines en provenance d'autres pays européens désireux de vendre des biens à des prix plus élevés.

7 Des réponses européennes possibles au plan Marshall

L'éditorial du journal Le Monde *débat d'une organisation européenne susceptible de répartir l'aide économique américaine.*

Les avantages d'un groupement européen face à l'Amérique ne sont plus à démontrer. Sans doute serait-il excessif de prétendre […] que les peuples d'Europe unis dicteraient leurs conditions au gouvernement américain. Mais ils auraient certainement plus de force pour faire valoir leur point de vue. Cette force résultant de l'union deviendrait-elle un fait définitif, qui pourrait se manifester non seulement à l'égard de la grande puissance de l'Ouest mais à l'égard de l'Est ? Faut-il croire que ce serait là la raison qui rend cette union indésirable aux yeux de certains ? […] Ceux qui veulent se grouper devront le faire, s'il est vrai que la proposition de M. Marshall exige une réponse et que nous ne sommes pas prêts, nous ni beaucoup d'autres, à renoncer à l'aide américaine.

« Les avantages d'un groupement européen », *Le Monde*, 12 juin 1947.

3. L'Allemagne occupée entre l'Est et l'Ouest

Quelles sont les répercussions de la guerre froide sur la politique des Alliés à l'égard de l'Allemagne ?

La rupture Est-Ouest

Lors de la conférence de Potsdam de l'été 1945, les Alliés décident d'administrer ensemble l'Allemagne et de la considérer comme une seule entité. Rapidement, il est pourtant évident que les Alliés mènent chacun dans leur zone des politiques très différentes. Ainsi la politique qu'ils conduisent à l'égard de l'Allemagne fait écho aux tensions politiques et idéologiques qui caractérisent les débuts de la guerre froide.

Dans la zone d'occupation soviétique, l'administration militaire entend édifier une démocratie populaire en s'appuyant sur les communistes allemands.

Les États-Unis, en revanche, agissent en accord avec la Grande-Bretagne – et plus tard aussi avec la France – pour intégrer économiquement et politiquement les trois zones occidentales d'occupation dans le système économique et de sécurité mené par les Américains.

▶ **Démocratie populaire :** nom donné par les Soviétiques aux régimes communistes en Europe centrale et orientale, par opposition aux démocraties libérales qu'ils qualifient de « bourgeoises ». Ces démocraties populaires sont en fait des dictatures.

La zone soviétique : une évolution vers le socialisme ?

L'administration militaire soviétique autorise dès juin 1945 la fondation de partis politiques, tout en favorisant les communistes fidèles à Moscou, comme le « groupe Ulbricht ». En avril 1946, le SPD et le KPD fusionnent sous la pression de l'administration militaire soviétique pour devenir le Parti socialiste unifié (SED). Wilhelm Pieck (jusqu'alors membre du KPD) et Otto Grotewohl (jusqu'alors membre du SPD) assument ensemble la présidence du parti. Avec cette fusion, le puissant SPD cesse d'être une force indépendante. Après des élections municipales et régionales décevantes pour le SED, l'administration militaire soviétique décide de ne plus autoriser d'élections libres. Les partis rassemblés dès 1945 dans un « bloc anti-fasciste » sont désormais obligés de constituer une liste commune de candidats.

Sous prétexte de lutter contre le fascisme, l'économie et la société sont aussi profondément restructurées. Depuis 1945, les grands propriétaires terriens sont expropriés dans le cadre d'une réforme foncière ; les entreprises industrielles connaissent ensuite le même sort, leurs propriétaires sont traités sans distinction de « criminels de guerre nazis ». Les objectifs de ces mesures sont la collectivisation et la planification de l'économie sur le modèle soviétique.

- **KPD** (*Kommunistische Partei Deutschlands*) : Parti communiste allemand ; parti révolutionnaire qui veut réaliser la société sans classes par la dictature du prolétariat.
- **Réforme foncière :** expropriation des propriétés foncières privées dans la zone soviétique (à partir de 1945), dans le cadre de la propagande antifasciste.
- **SED** *(Sozialistische Einheitspartei Deutschlands)* : Parti socialiste allemand unifié ; créé en 1946 par la fusion du SPD et du KPD. Le SED reste au pouvoir en RDA jusqu'en 1990.
- **SPD** *(Sozialdemokratische Partei Deutschlands)* : Parti social-démocrate allemand ; parti réformiste qui cherche à réaliser la justice sociale dans le cadre de la démocratie parlementaire.

- **Collectivisation :** dans les pays communistes, nationalisation des biens privés et des biens de production. Par exemple, expropriation des terres au profit d'une exploitation agricole collective et regroupement des entreprises artisanales en coopératives de production.

- **Planification :** élaboration d'un plan dans lequel l'État fixe les objectifs économiques à atteindre. La planification peut être impérative (URSS) ou indicative (France).

Dans les zones occidentales : démocratie parlementaire et économie de marché

La réorganisation de la vie politique et économique se réfère d'emblée au modèle de la démocratie libérale. Lors des élections, d'abord au niveau de la commune, puis de l'État-région (Land), les Allemands ont désormais la possibilité de choisir librement parmi des candidats appartenant à différents partis.

Dans le domaine économique, les trois puissances alliées (États-Unis, Grande-Bretagne, France), prennent des décisions importantes. En juin 1948, la réforme monétaire et la mise en œuvre du plan Marshall sont des jalons décisifs vers l'économie de marché.

Enfin, le 1er juillet 1948, les puissances d'occupation occidentales donnent mission aux ministres-présidents des États-régions (Länder) de fonder un État fédéral ouest-allemand. Un an plus tard, le 23 mai 1949, le Conseil parlementaire de Bonn adopte la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (RFA). Le 15 septembre, Konrad Adenauer est élu chancelier.

Les dirigeants soviétiques et le SED répondent à cette décision le 7 octobre 1949 en fondant la République démocratique allemande (RDA). La division de l'Allemagne est ainsi scellée au niveau étatique : deux États allemands distincts sont nés.

- **Conseil parlementaire :** assemblée de représentants des parlements régionaux (les Landtage) par les Allemands des trois zones occidentales à qui les Alliés occidentaux confient la mission d'élaborer une constitution allemande.
- **Réforme monétaire :** remplacement du Reichsmark, fortement dévalué par l'inflation, par une nouvelle monnaie stable, le Deutsche Mark.

1 Expropriation des criminels de guerre dans la zone soviétique

En Saxe, un référendum sur l'expropriation des grandes entreprises appartenant aux criminels de guerre nazis a lieu le 30 juin 1946. Le texte stipule : « Plébiscite contre les criminels de guerre. Pensez à ce qu'ils ont fait. Votez "oui" pour garantir la paix. » Affiche allemande, 1946.

2 Rééducation politique dans la zone américaine

« L'Allemagne est à la croisée des chemins. Ton exemple les mène-t-il sur la bonne voie ? » Sur le panneau de droite, on lit : « Justice, respect du droit des autres, honnêteté, démocratie, paix, une nation respectée ». Sur le panneau de gauche, on lit : « Ressentiment contre les Américains, persécution des minorités, irrespect pour l'armée américaine, mépris pour la démocratie, marché noir, une nation exclue ». Affiche de l'armée américaine, 1947.

3 « Reconstruction démocratique » à l'Est ?

En 1945, le communiste Walter Ulbricht quitte Moscou où il était exilé et retourne en Allemagne. Le « groupe Ulbricht » qu'il dirige au nom du gouvernement militaire soviétique joue un rôle déterminant dans la construction d'un régime socialiste dans la zone orientale. Dix ans plus tard, son ancien collaborateur Wolfgang Leonhard, passé à l'Ouest, raconte la reconstruction de l'administration berlinoise.

Ulbricht nous donna de nouvelles directives : « Vous connaissez maintenant suffisamment de monde. Dès demain, nous pouvons commencer la composition de l'administration. Trouvez d'abord le maire. Si vous tenez un bourgeois ou un social-démocrate, vous en trouverez sûrement d'autres. Et maintenant, venons-en à nos camarades. Le premier adjoint au maire, le chef du personnel et le chef du service éducation – ceux-là doivent être des gens à nous. Ensuite, il faudra que vous trouviez encore un camarade très fiable dans chaque district dont nous aurons besoin pour la construction de la police ». […] Après environ une demi-heure, Ulbricht interrompit la discussion. Dans un bon saxon classique, il nous donna l'ultime directive : « C'est quand même très clair : il faut que cela ait l'air démocratique, mais nous devons avoir tout en main. »

W. Leonhard, *Die Revolution entlässt ihr Kinder (La Révolution laisse partir ses enfants)*, Verlag Kiepenheuer & Witsch, Cologne, 1955.

4 La division de l'Allemagne : une solution ?

L'ambassadeur américain à Moscou, George F. Kennan, analyse la situation allemande dans une prise de position adressée au gouvernement américain.

L'idée de vouloir gouverner l'Allemagne en commun avec les Russes est une chimère […]. Nous n'avons pas d'autre choix que d'amener notre partie d'Allemagne, celle dont nous assurons la responsabilité avec les Britanniques, à une forme d'indépendance tellement satisfaisante, tellement sûre et tellement préférable, que l'Est ne puisse pas la mettre en danger […]. Plutôt une Allemagne démembrée, dont au moins la partie occidentale est comme un butoir pour les forces du totalitarisme, qu'une Allemagne unie qui laisse à nouveau passer ces forces jusqu'à la mer du Nord. […] Au fond, nous sommes en Allemagne les concurrents des Russes. Pour tout ce qui nous importe vraiment dans notre zone, nous ne devrions faire aucune concession dans la Commission de contrôle.

G. F. Kennan, *Mémoires d'un diplomate*, Boston-Toronto, 1967.

Dossier
La France et l'Union soviétique au début de la guerre froide

La guerre froide a des conséquences importantes en France. Les communistes français, en raison de leur engagement dans la Résistance, jouissent d'un grand prestige au sein de la population.

À travers le Parti communiste français (première force politique avec 26 % des voix en 1945), qui participe jusqu'en 1947 au gouvernement, l'Union soviétique exerce une influence sur la vie politique française. Par ailleurs, Staline tente dès avant la fin de la guerre d'utiliser les tensions qui existent entre le gouvernement du général de Gaulle et ses alliés occidentaux pour empêcher la constitution d'un bloc occidental à tendance antisoviétique.

Par sa dimension idéologique, la guerre froide marque aussi la vie intellectuelle et culturelle en France. Intellectuels et artistes engagés, comme Jean-Paul Sartre ou Albert Camus, influencés par les idées communistes se voient confrontés à la question de savoir s'ils veulent soutenir les objectifs du communisme par leurs œuvres.

1

Un traité d'amitié franco-soviétique

En décembre 1944, les ministres des Affaires étrangères de l'URSS et de la France signent en présence du général de Gaulle et de Staline un traité d'amitié franco-soviétique. De Gaulle s'efforce, en s'appuyant sur Moscou, de renforcer la France qui n'est plus reconnue comme grande puissance. Les Soviétiques, de leur côté, cherchent à empêcher l'intégration de la France dans un bloc antisoviétique dominé par les Américains.

2 Les directives de Staline (1944)

Staline explique au secrétaire général du Parti communiste français, Maurice Thorez, ses idées sur l'orientation que devront suivre les communistes français. Quand il dit que « la situation a changée », il entend la libération de la France de l'occupation allemande et l'arrivée au gouvernement du général de Gaulle.

Il lui semble [à Staline] que les communistes [français] n'ont pas encore compris que la situation a changé en France. Les communistes n'en tiennent aucun compte et continuent à tenir l'ancienne ligne alors que la situation est déjà autre [...]. La situation a changé et il faut opérer un tournant. Le PC n'est pas si fort qu'il puisse frapper le gouvernement à la tête. Il doit accumuler des forces et chercher des alliés. Il faut prendre des mesures afin que, en cas d'attaque de la réaction, les communistes puissent avoir une défense solide. [...] Il faut créer des forces déterminées autour du PC pour la défense et quand la situation changera, pour l'attaque.

Notices sténographiées sur un entretien entre Staline et Thorez, 19 novembre 1944, Moscou, Archives présidentielles russes.

3 Une voie française vers le socialisme ?

Dans une interview accordée au journal britannique The Times, *le chef du Parti communiste français, Maurice Thorez, déclare le 18 novembre 1946 :*

Les progrès de la démocratie à travers le monde [...] permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale. Cependant, l'histoire montre qu'il n'y a pas de progrès sans lutte. [...]

L'union des forces ouvrières et républicaines est le plus sûr fondement de la démocratie. Le Parti ouvrier français que nous proposons de constituer par la fusion des partis communiste et socialiste, serait le guide de notre démocratie nouvelle et populaire. Il ouvrirait largement ses rangs aux travailleurs catholiques auxquels nous avons tendu bien avant la guerre une main fraternelle que beaucoup ont saisie.

The Times, 18 novembre 1946.

4 La bataille de la production

Campagne du Parti communiste français pour l'augmentation de la production, 1945.

5 Le rejet du communisme

Affiche du mouvement français anticommuniste Paix et Liberté contre Maurice Thorez au début des années 1950. Avant la Libération, Thorez avait séjourné à Moscou.

6 Art et communisme

Le philosophe Jean-Paul Sartre fait partie dans la période d'après-guerre d'un des courants intellectuels les plus influents d'Europe. Sartre est proche de certains objectifs du communisme, mais exprime des critiques sur la conception de l'art au sein du Parti communiste.

J'ai montré [...] que l'œuvre d'art, fin absolue, s'opposait par essence à l'utilitarisme bourgeois. Croit-on qu'elle peut s'accommoder de l'utilitarisme communiste ? Dans un parti authentiquement révolutionnaire, elle trouverait le climat propice à son éclosion, parce que la libération de l'homme et l'avènement de la société sans classes sont comme elle des buts absolus, des exigences inconditionnelles qu'elle peut refléter dans son exigence ; mais le PC est entré aujourd'hui dans la ronde infernale des moyens, il faut prendre et garder des positions clés, c'est-à-dire des moyens d'acquérir des moyens.

Quand les fins s'éloignent, quand les moyens grouillent à perte de vue comme des cloportes, l'œuvre d'art devient moyen à son tour, elle entre dans la chaîne, ses fins et ses principes lui deviennent extérieurs, elle est gouvernée du dehors, elle n'exige plus rien, elle prend l'homme par le ventre ou le bas-ventre ; l'écrivain garde l'apparence du talent, c'est-à-dire l'art de trouver des mots qui brillent, mais, au-dedans, quelque chose est mort, la littérature s'est changée en propagande. [...]

Puisque nous sommes encore libres, nous n'irons pas rejoindre les chiens de garde du PC ; il ne dépend pas de nous que nous ayons du talent, mais comme nous avons choisi le métier d'écrire, chacun de nous est responsable de la littérature et il dépend de nous qu'elle retombe ou non dans l'aliénation.

Jean-Paul Sartre, *Qu'est-ce que la littérature ?*, Gallimard, Paris, 1948.

Bilan
L'immédiat après-guerre (1945-1949) et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale

Les dates clés

8 mai 1945 : capitulation de l'Allemagne

26 juin 1945 : signature de la Charte des Nations unies

6 août 1945 : bombe atomique sur Hiroshima

Novembre 1945 : ouverture du procès de Nuremberg

12 mars 1947 : doctrine Truman

5 juin 1947 : plan Marshall

Juin 1948-mai 1949 : blocus de Berlin

4 avril 1949 : traité de l'Atlantique Nord

23 mai 1949 : création de la RFA

1er octobre 1949 : fondation de la République populaire de Chine

7 octobre 1949 : création de la RDA

Les grandes conférences fondatrices du nouvel ordre mondial

Nom	Date	Lieu	Objet
Bretton Woods	1er - 22 juillet 1944	New Hampshire, USA	système monétaire international
Dumbarton Oaks	21 août - 28 septembre et 29 septembre - 7 octobre 1944	banlieue de Washington, USA	création de l'ONU
Yalta	4 - 11 février 1945	Crimée, URSS	organisation de l'Europe (Allemagne, Pologne, etc) création de l'ONU
San Francisco	25 avril - 25 juin 1945	USA	création de l'ONU (adoption de la Charte des Nations unies)
Potsdam	17 juillet - 2 août 1945	Allemagne	organisation de l'Europe et surtout de l'Allemagne
Londres	23 février - 6 mars et 20 avril - 2 juin 1948	Royaume-Uni	création d'un État ouest-allemand (réalisée le 23 mai 1949)

Les mots clés

Français	Allemand	Anglais
bipolaire	bipolar	bipolar
crime contre l'humanité	Verbrechen gegen die Menschlichkeit	crime against humanity
guerre froide	Kalter Krieg	cold war
démocratie populaire	Volksdemokratie	people's democracy

Konrad ADENAUER
(1876-1967), chancelier de 1949 à 1963

Les personnages clés

Franklin D. ROOSEVELT
(1882-1945), président des États-Unis de 1933 à sa mort le 12 avril 1945

Harry S. TRUMAN
(1884-1972), président des États-Unis d'avril 1945 à 1952

Winston CHURCHILL
(1874-1965), Premier ministre britannique de mai 1940 à juillet 1945

Joseph STALINE
(1879-1953), dirigeant de l'URSS de 1929 à sa mort en 1953

Charles DE GAULLE
(1890-1970), chef du Gouvernement provisoire de 1944 à janvier 1946, président de la République de 1958 à 1969

REGARDS CROISÉS FRANCO-ALLEMANDS

Le rapprochement des deux ennemis

• Cette période est décisive dans l'évolution des relations franco-allemandes (voir chapitre 17). En 1945, la France est une puissance occupante, qui traite l'Allemagne en ennemie. En 1949, l'Allemagne de l'Ouest et la France s'apprêtent à unir leurs efforts dans le cadre de la solidarité atlantique et de la construction européenne.

La reconstruction

• Les contemporains sont surtout absorbés par les problèmes de la reconstruction. La France cherche à retrouver son statut de grande puissance, terni par la défaite et le régime de Vichy et qui lui semble être mis en cause par la décolonisation. Face aux destructions massives et à l'effondrement politique et moral de leur pays, beaucoup d'Allemands ont le sentiment de vivre une « année zéro » (l'expression allemande « *die Stunde Null* » signifie littéralement « l'heure zéro »).

• Les deux pays adoptent un modèle d'économie de marché tempéré par l'action de l'État. En RFA, c'est « l'économie sociale de marché » (*Soziale Marktwirtschaft*). En France, c'est l'État-providence et la planification. On peut noter que le terme *Planwirtschaft* désigne la planification impérative de type soviétique et qu'on n'utilise pas ce terme en allemand pour la planification indicative de type français.

Un travail de mémoire encore à faire

• Pour l'essentiel, le travail de mémoire sur le passé (le nazisme en Allemagne, Vichy en France) a été accompli plus tard dans les deux pays.

POUR ALLER PLUS LOIN

À lire

- *L'état du monde en 1945*, La Découverte, 1994.
- J.-P. Azéma, F. Bédarida, *1938-1948, Les années de tourmente. De Munich à Prague*, Flammarion, 1995.
- G. R. Überschär, R.-D. Müller, *1945. Das Ende des Krieges*, Darmstadt, 2005.
- C. Kleßmann, *Die doppelte Staatsgründung. Deutsche Geschichte 1945-1955*, Bundeszentrale für politische Bildung, 5e éd.,1991.
- « La mémoire, entre histoire et politique », *Les Cahiers Français*, n° 303, La Documentation française, 2001.

À voir

- Roberto Rosselini, *Allemagne année zéro*, 1948 : un « film-enquête » du grand réalisateur italien à Berlin en 1946.
- Carol Reed, *Le Troisième Homme (The Third Man)*, 1949 : un scénario policier écrit par Graham Greene et qui a pour théâtre Vienne en 1947.
- Oliver Hirschbiegel, *La Chute (Der Untergang)*, 2004 : le récit des derniers jours d'Hitler ; un film controversé, auquel certains ont reproché de trop se focaliser sur la personnalité d'Hitler.
- Alain Resnais, *Nuit et Brouillard*, 1956.
- Marcel Ophüls, *Le Chagrin et la Pitié*, 1971.
- Claude Lanzmann, *Shoah*, 1985.

À consulter

- www.shoah.de : site en allemand.
- www.fondationshoah.org : site de la fondation pour la Mémoire de la Shoah (en français et en anglais).
- www.memorial-caen.fr : site officiel du mémorial de Caen, dédié à la Seconde Guerre mondiale et aux problèmes de la guerre et de la paix depuis 1945.
- http://crdp.ac-reims.fr/memoire/default.htm : un site très documenté sur l'histoire et la mémoire des deux guerres mondiales (également disponible sur CD-ROM).
- http://nuremberg.law.harvard.edu : site de la *Harvard Law School Library* avec des informations sur le Procès de Nuremberg (en anglais).
- www.topographie.de/imt : site de l'exposition *Topographie des Terrors* (Berlin) avec une sélection de documents sur le procès de Nuremberg.
- www.un.org : site officiel de l'Organisation des Nations unies.

Sur la guerre froide : voir pages BILAN de la IIe partie.